



Mission régionale d'autorité environnementale

Auvergne-Rhône-Alpes

**Décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale
après examen au cas par cas
relative à la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme
de la commune de Genay (Rhône) pour création d'un bassin
déboureur dans le thalweg du Lay**

Décision n°2016-ARA-DUPP-00279

Décision du 16 février 2017
après examen au cas par cas
en application des articles R104-28 et suivants du code de l'urbanisme

Le président de la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes du conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L104-1 à L104-8 et R104-1 à R104-33 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision prise par la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes dans sa réunion du 1^{er} juin 2016 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 sus-cité ;

Vu la demande enregistrée sous le n°2016-ARA-DUPP-00279, déposée le 05 janvier 2017 par la communauté urbaine de Lyon (69), relative à la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Genay (Rhône) pour création d'un bassin déboureur dans le thalweg du Lay ;

L'agence départementale de santé ayant été consultée par courrier électronique le 12 janvier 2017 ;

Considérant que le projet de mise en compatibilité a pour vocation de rendre autorisable un bassin annoncé comme nécessaire pour assurer la bonne gestion des débits de crue collectés dans un thalweg traversant la partie urbanisée de Genay ;

Considérant l'ampleur modérée du bassin concerné (1 800 m³ maximum), le fait qu'il concerne un secteur situé hors des protections réglementaires environnementales et hors des zonages d'inventaire appelant à la vigilance du point de vue de l'environnement ;

Considérant la faible ampleur du projet de mise en comptabilité présenté :

- réduction de la surface d'un espace boisé classé de 0,1 ha ;
- suppression d'un emplacement réservé (0,19 ha), situé à proximité du projet et initialement voué à la création d'un bassin de rétention alternatif au projet ;

Considérant, au regard des éléments fournis, des éléments évoqués ci-avant, des dispositions s'imposant au projet et des connaissances disponibles à ce stade, que la procédure de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Genay (Rhône) pour création d'un bassin déboureur dans le thalweg du Lay n'est pas de nature à justifier la réalisation d'une évaluation environnementale ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, la procédure de **mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Genay (Rhône) pour création d'un bassin déboureur dans le thalweg du Lay**, objet de la demande n°2016-ARA-DUPP-00279, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des autorisations administratives et autres avis auxquels le projet de document d'urbanisme peut-être soumis par ailleurs.

Article 3

En application de l'article R104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision sera mise en ligne et jointe au dossier d'enquête publique ou autre procédure de consultation du public.

Le président de la mission régionale d'autorité
environnementale Auvergne-Rhône-Alpes,



Jean-Pierre NICOL

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

La décision soumettant à évaluation environnementale peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours gracieux

Monsieur le Président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
siège de Clermont-Ferrand
7 rue Léo Lagrange
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

- Recours contentieux

Monsieur le Président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand
6 cours Sablon
CS 90129
63033 Clermont-Ferrand cedex 1